

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS PROVISOIRES

INDUSTRIES CHIMIQUES DU FLUOR -ICF-

Siège social : 42, rue Ibn Charaf 1002 Tunis Belevédère

La Société les Industries Chimiques du Fluor –ICF- publie ci-dessous, ses états financiers provisoires arrêtés au 30 Juin 2003 , accompagnés de l'avis du commissaire aux comptes, M. Mourad Guellaty sur les résultats provisoires.

ET AU 31 DECEMBRE 2002 (Exprimés en dinars)

<u>ACTIFS</u>	<u>NOTES</u>	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>	<u>31/12/02</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>				
Immobilisations incorporelles		764 740	1 338 784	761 327
Moins amortissements		<u>(546 275)</u>	<u>(1 065 753)</u>	<u>(498 462)</u>
		218 465	273 031	262 865
Immobilisations corporelles		27 456 572	25 676 074	26 258 896
Moins amortissements		<u>(17 964 898)</u>	<u>(16 457 344)</u>	<u>(17 344 691)</u>
		9 491 674	9 218 730	8 914 205
Immobilisations financières		14 034 215	10 322 389	10 743 592
Moins provisions		<u>(560 817)</u>	<u>(1 026 348)</u>	<u>(624 918)</u>
Total des actifs immobilisés	3	<u>23 183 537</u>	<u>18 787 802</u>	<u>19 295 744</u>
Autres actifs non courants	4	179 910	-	131 920
Total des actifs non courants		<u>23 363 447</u>	<u>18 787 802</u>	<u>19 427 664</u>
<u>ACTIFS COURANTS</u>				
Stocks		7 367 130	12 703 179	8 351 277
Moins provisions		<u>(527 065)</u>	<u>(791 556)</u>	<u>(534 197)</u>
	5	6 840 065	11 911 623	7 817 080
Clients et comptes rattachés	6	10 678 384	10 037 480	13 894 619
Autres actifs courants		3 113 948	1 200 497	2 752 916
Moins provisions		<u>(117 528)</u>	<u>(114 619)</u>	<u>(117 528)</u>
	7	2 996 420	1 085 878	2 635 388
Placements et autres actifs financiers	8	98 911	129 513	153 613
Liquidités et équivalents de liquidités	9	3 712 009	3 367 940	5 160 268
Total des actifs courants		<u>24 325 789</u>	<u>26 532 434</u>	<u>29 660 968</u>
TOTAL DES ACTIFS		<u>47 689 236</u>	<u>45 320 236</u>	<u>49 088 632</u>
=====				
<u>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</u>	<u>NOTES</u>	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>	<u>31/12/02</u>
<u>CAPITAUX PROPRES</u>				
Capital social	10	9 000 000	9 000 000	9 000 000
Réserves	11	25 250 000	23 250 000	23 250 000
Autres capitaux propres	12	576 062	528 087	631 886
Résultats reportés	13	2 271 752	2 858 924	2 858 924
Effet des modifications comptables		(22 800)	95 596	265 431
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		<u>37 075 014</u>	<u>35 732 607</u>	<u>36 006 241</u>
Résultat net		1 438 155	1 912 433	4 047 397
Total des capitaux propres avant affectation		<u>38 513 169</u>	<u>37 645 040</u>	<u>40 053 638</u>
<u>PASSIFS</u>				
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>				
Provisions	14	1 202 118	955 299	1 217 892
Total des passifs non courants		<u>1 202 118</u>	<u>955 299</u>	<u>1 217 892</u>
<u>PASSIFS COURANTS</u>				
Fournisseurs et comptes rattachés		5 738 191	4 216 860	6 408 422
Autres passifs courants	15	2 235 758	2 503 037	1 408 680
Concours bancaires et autres passifs financiers		-	-	-
Total des passifs courants		<u>7 973 949</u>	<u>6 719 897</u>	<u>7 817 102</u>

Total des passifs	9 176 067	7 675 196	9 034 994
Total des capitaux propres et des passifs	47 689 236 =====	45 320 236 =====	49 088 632 =====

ETATS DE RESULTATS ARRETES
AUX 30 JUIN 2003 ET 2002
ET AU 31 DECEMBRE 2002
(Exprimés en dinars)

	<u>NOTES</u>	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>	<u>31/12/02</u>
Revenus		21 898 946	21 436 078	47 093 514
Coût des ventes		(18 139 667)	(15 946 805)	36 307 397
Marge brute		3 759 279	5 489 273	10 786 117
Autres produits d'exploitation	16	285 657	233 818	554 803
Frais de distribution		(1 988 500)	(2 469 728)	(5 647 153)
Frais d'administration		(797 532)	(833 049)	(1 589 037)
Autres charges d'exploitation	17	(580 461)	(876 574)	(1 465 072)
Résultat d'exploitation		678 443	1 543 740	2 639 658
Charges financières	18	(220 071)	(393 124)	(362 540)
Produits des placements	19	738 034	613 452	1 143 679
Autres gains ordinaires	20	303 754	185 232	708 299
Résultat avant impôt		1 500 160	1 949 300	4 129 096
Impôt sur les bénéfices		(62 005)	(36 867)	(81 699)
Résultat des activités ordinaires après impôts		1 438 155 =====	1 912 433 =====	4 047 397 =====
Effets des modifications comptables		(22 800)	95 596	265 431
Résultat après modifications comptables		1 415 355 =====	2 008 029 =====	4 312 828 =====

ETATS DE FLUX DE TRESORERIE
ARRETES AUX 30 JUIN 2003 ET 2002
ET AU 31 DECEMBRE 2002
(Exprimés en dinars tunisiens)

	<u>30/06/03</u>	<u>30/06/02</u>	<u>31/12/02</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	25 115 181	19 687 892	41 488 190
Encaissements reçus des débiteurs divers	369 907	240 661	478 050
Sommes versées aux fournisseurs	(18 822 297)	(15 700 094)	(32 342 986)
Sommes versées au personnel	(1 962 622)	(1 926 855)	(3 685 563)
Impôts sur les bénéfices	(26 891)	(10 943)	(59 935)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	4 673 278	2 290 661	5 877 756
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 382 882)	(172 894)	(842 444)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	2 540	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(3 163 919)	(314 964)	(827 364)
Flux de trésorerie provenant des prêts personnels	(92 898)	(6 082)	(25 152)
Flux de trésorerie provenant des produits de placement	298 820	494 829	588 382
Charges financières	(56 100)	(19 899)	(52 502)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(4 396 979)	(16 470)	(1 159 080)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Dividendes et autres distributions	(2 179 016)	(2 175 290)	(2 910 386)
Encaissements provenant des subventions	159 604	149 417	149 417

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	(2 019 412)	(2 025 873)	(2 760 969)
Incidences des variations des taux de change	269 754	(78 288)	38 371
Variation de trésorerie	(1 473 359)	170 030	1 996 078
Trésorerie au début de l'exercice	5 160 268	3 164 190	3 164 190
Trésorerie à la clôture de l'exercice	3 686 909	3 334 220	5 160 268

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS
ARRETES AUX 30 JUIN 2003 ET 2002
ET AU 31 DECEMBRE 2002
(Exprimés en dinars tunisiens)**

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE.

La société a été créée en 1971 sous la forme d'une société anonyme. Elle a pour objet la production et la vente à l'exportation de fluorure d'aluminium. L'usine a été construite à Gabès dans le cadre d'un contrat de fourniture d'usine clés en main en date du 8 Décembre 1973, modifié par deux avenants ultérieurs. Elle a été mise en service en Juin 1976.

L'intégralité du chiffre d'affaires de la société est réalisée à l'exportation.

2. PRINCIPES COMPTABLES.

La société a opté pour la présentation de ses états financiers pour le modèle de référence, conformément à la norme comptable générale tunisienne numéro 1.

Les principes comptables les plus significatifs qui ont servi à l'élaboration des états financiers sont les suivants :

2.1. Immobilisations.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition incluant principalement le prix d'achat, les droits et taxes non récupérables et les frais directs tels que les commissions, les frais d'actes, les honoraires des architectes et ingénieurs.

Les frais généraux ne sont admis à être inclus dans le coût d'acquisition d'une immobilisation que s'il est démontré que ces frais se rapportent directement à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation de ce bien.

Les dépenses postérieures relatives à une immobilisation sont ajoutées à la valeur comptable nette du bien lorsqu'il est probable que des avantages futurs, supérieurs au niveau de la performance initialement évaluée du bien existant bénéficieront à la société. Toutes les autres dépenses ultérieures sont inscrites en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les immobilisations sont amorties linéairement sur la durée de leur utilisation. Les grosses réparations sont amorties sur une durée moyenne de trois ans à partir de la date d'utilisation de l'immobilisation objet de la réparation.

2.2. Les stocks de matières premières et produits finis.

Les stocks sont évalués au coût historique ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure.

Les stocks produits finis sont évalués mensuellement selon le coût moyen pondéré exception faite des produits stockés à l'étranger qui sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti.

Le coût historique des stocks correspond au coût d'acquisition pour les éléments achetés et au coût de production pour les éléments produits. Il inclut l'ensemble des coûts encourus pour mettre les stocks à l'endroit et dans l'état où il se trouve.

Le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport, de réception et autres coûts liés à l'acquisition des éléments achetés.

Toutes les réductions commerciales et autres éléments analogues, sont déduits du coût d'acquisition et ce à l'exception des subventions se rapportant aux biens stockés.

Le coût de production des stocks comprend le coût d'acquisition des matières consommées dans la production, et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production

Les coûts directs et indirects de production comprennent les coûts de main d'œuvre directe, de main d'œuvre indirecte, d'amortissements et d'entretiens de bâtiments et équipements industriels.

Actuellement, l'usine est en plein emploi de sa capacité normale de production conduisant l'incorporation de tous les frais généraux fixes de production au coût de production des stocks.

2.3. Les opérations en monnaies étrangères.

Tout actif, passif, produit ou charge résultant d'une opération en monnaie étrangère effectuée par la société est converti en dinars à la date de l'opération, selon le taux de change en vigueur à cette date.

Lorsque le règlement de l'opération survient pendant l'exercice au cours duquel l'opération a été conclue la différence de change entre le montant enregistré initialement et le montant effectif du règlement constitue un gain ou une perte dans le résultat de l'exercice.

ICF –(Suite)-

A chaque date de clôture de l'exercice :

* Les éléments monétaires en monnaies étrangères sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture ;

* le gain ou la perte de change sont considérés comme étant le résultat de la fluctuation du cours de l'exercice considéré, et sont pris en compte dans la détermination du résultat net pour cet exercice sauf si la société se trouve dans la situation où la durée de vie prédéterminée ou prévisible de l'élément monétaire libellé en monnaies étrangères s'étend au delà de la fin de l'exercice subséquent, dans ce cas, l'écart de conversion est résorbé sur la durée de vie restante de l'élément monétaire ;

* les éléments non monétaires, qui sont comptabilisés au coût historique exprimé en monnaies étrangères restent évalués au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Prêts à plus d'un an au personnel	270 309	234 801
Participations	13 663 515	9 987 197
Dépôts et cautionnement	100 391	100 391
	<u>14 034 215</u>	<u>10 322 389</u>
Moins provisions*	(560 817)	(1 026 348)
	<u>13 473 398</u>	<u>9 296 041</u>
	=====	=====

* Les provisions pour dépréciation des titres sont destinées à couvrir la perte de la valeur des participations dans chacune des sociétés suivantes :

ACMG	150 000	150 000
FLUOBAR	84 600	84 600
SOTAC	500	500
Tunisair	18 261	19 709
SOTRAPIL	4 510	22 726
AL KIMIA	-	323 024
Tunisie lait	12 376	11 168
Marhaba Belvédère	-	336 168
STB	290 173	78 453
SICAV PROSPERETY	397	-
	<u>560 817</u>	<u>1 026 348</u>

4. AUTRES ACTIFS NON COURANTS.

Il s'agit des gros travaux de remise en état de certains matériels ainsi que des études de mise à niveau.

5. STOCKS.

Les stocks se répartissent comme suit :

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Stocks matières premières	4 348 791	3 056 977
Stocks matières consommables	1 273 366	1 234 743
Stocks emballages commerciaux	385 313	375 189
Stocks produits finis	1 359 660	8 036 270
	<u>7 367 130</u>	<u>12 703 179</u>
Moins provisions	(527 065)	(791 556)
	<u>6 840 065</u>	<u>11 911 623</u>
	=====	=====

6. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
BHP Billiton Raw Materials B.V	523 256	-
Aluminium Bahrain	1 623 024	2 726 396
Aluminium Pechiney	1 121 789	2 475 653
Aluminium Pechiney Nederland	1 289 873	1 340 431
ALBRAS ALUMINIO BRASILIE	3 781 501	2 655 902
S.C ALRO ROMANIA	-	839 098
ALCOA ALUMINIO BRASIL	606 301	-
Egyptalum Aluminium	1 732 640	-
	<u>10 678 384</u>	<u>10 037 480</u>
	=====	=====

7. AUTRES ACTIFS COURANTS.

Les autres actifs courants se détaillent comme suit :

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Emballage à rendre	5 149	-
Fournisseurs débiteurs	107 030	124 205
Personnels-avances/salaires	20 280	22 229
Etat, impôts et taxes	330 392	332 706
Charges payées d'avance	1 624 911	45 079
Compte d'attente	287 535	105 360
Débiteurs divers	531 667	552 852
Produits financiers à recevoir	206 984	18 066
	<u>3 113 948</u>	<u>1 200 497</u>
Moins provisions	(117 528)	(114 619)
	<u>2 996 420</u>	<u>1 085 878</u>
	=====	=====

8. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS.

Cette rubrique se détaille comme suit :

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Prêts à moins d'un an au personnel	98 911	129 513
	<u>98 911</u>	<u>129 513</u>
	=====	=====

9. LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES.

Elles se répartissent comme suit :

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Effets à l'encaissement	25 100	33 720
Certificats de dépôts	3 100 000	400 000
Banques en D.T	524 435	1 241 570
Banques en devises	58 474	1 688 650
Caisses	4 000	4 000
	<u>3 712 009</u>	<u>3 367 940</u>
	=====	=====

10. CAPITAL SOCIAL.

Le capital de la société est composé de 900 000 actions totalement libérées et d'une valeur nominale de 10 dinars chacune.

11. RESERVES.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Réserves légales	900 000	900 000
Réserves facultatives	23 950 000	21 950 000
Réserves pour fond social	400 000	400 000
	<u>25 250 000</u>	<u>23 250 000</u>
	=====	=====

12. AUTRES CAPITAUX PROPRES.

Il s'agit des subventions d'équipement et des subventions pour frais d'étude relatives à la mise à niveau accordées par l'Etat.

13. RESULTATS REPORTEES.

Le résultat de l'exercice 2002 (bénéfice de 4 047 397 dinars), augmenté du report à nouveau positif de l'exercice 2002 (2 858 924 dinars) et des effets des modifications comptables (265 431 dinars), a été affecté conformément à la troisième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 Avril 2003 comme suit :

- Dividendes	2 700 000
- Tantièmes	200 000
- Report à nouveau positif	2 271 752
- Réserves facultatives	2 000 000
	<u>7 171 752</u>
	=====

14. PROVISIONS.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Provisions litige crédit Guebli	360 000	360 000
Provisions litiges pollution	561 622	595 299
Provisions pour amendes et pénalités d'impôt	280 496	-
	<u>1 202 118</u>	<u>955 299</u>
	=====	=====

15. AUTRES PASSIFS COURANTS.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Personnel	400 704	671 009
Etat impôts et taxes	377 723	175 416
Actionnaires – dividendes à payer	722 070	738 423
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	366 986	329 228
Compte de régularisation passif	-	140 817
Créditeurs divers	227 796	140 239
Charges à payer	58 914	78 590
Produits constatés d'avance	81 565	229 315
	<u>2 235 758</u>	<u>2 503 037</u>
	=====	=====

16. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Location immeuble et appartements	191 994	183 048
Production immobilisée	9 964	16 012
Cessions diverses	5 430	10 905
Remboursements divers	77 919	23 853
Transfert de charges	350	-
	<u>285 657</u>	<u>233 818</u>
	=====	=====

17. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Frais personnels	70 827	273 566
Charges relatif à l'immeuble	58 073	81 051
Dons et subventions	66 261	47 793
Jetons de présence	10 800	10 800
Provisions	121 238	431 098
Pénalités et amendes	19 031	15 210
Autres charges d'exploitation	234 231	17 056
	<u>580 461</u>	<u>876 574</u>
	=====	=====

18. CHARGES FINANCIERES.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Intérêts bancaires	-	55
Frais bancaires	36 704	13 145
Pertes de change	183 367	379 924
	<u>220 071</u>	<u>393 124</u>
	=====	=====

19. PRODUIT DES PLACEMENTS.

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Revenus des titres de placement	142 206	43 313
Dividendes	284 249	227 981
Jetons de présence	1 583	1 333
Produits/prêt personnels	3 138	1 983
Revenus comptes bancaires créditeurs	8 301	10 658
Gains de change	298 557	328 184
	<u>738 034</u>	<u>613 452</u>
	=====	=====

20. AUTRES GAINS ORDINAIRES.

Les autres gains ordinaires se détaillent comme suit :

	<u>30/6/03</u>	<u>30/6/02</u>
Plus-values sur cessions d'immobilisations	38 500	-
Reprises sur provisions	209 430	137 388
Quote-parts des subventions	55 824	47 844
	<u>303 754</u>	<u>185 232</u>
	=====	=====

21. STATUT FISCAL.

La société bénéficie, des avantages fiscaux prévus par la loi 93-120 du 27 Décembre 1993 (exonération de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur la valeur ajoutée...) du fait qu'elle produit exclusivement pour l'exportation.

Toutefois, les produits accessoires relatifs à la location de l'immeuble sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 35%.

**AVIS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES ETATS FINANCIERS PROVISOIRES AU 30 JUIN 2003**

Messieurs les actionnaires de la Société les Industries Chimiques du Fluor,

En application des dispositions de l'article 21 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à l'examen limité du bilan de la société les Industries Chimiques du Fluor au 30 juin 2003 ainsi que l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie arrêtés à cette date. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale d'audit relative aux mission d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires précédemment mentionnés ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la société les Industries Chimiques du Fluor au 30 juin 2003 et des résultats intermédiaires de ses opérations pour la période clause à cette même date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Tunis, le 24 juillet 2003
Le Commissaire Aux Comptes
Mourad GUELLATY